

## Introduction

*Introduction*

**Bruno Raoul**

---



### Édition électronique

URL : <http://journals.openedition.org/edc/116>

DOI : [10.4000/edc.116](https://doi.org/10.4000/edc.116)

ISSN : 2101-0366

### Éditeur

Université de Lille

### Édition imprimée

Date de publication : 1 décembre 2003

Pagination : 7-14

ISSN : 1270-6841

### Référence électronique

Bruno Raoul, « Introduction », *Études de communication* [En ligne], 26 | 2003, mis en ligne le 13 octobre 2008, consulté le 21 septembre 2020. URL : <http://journals.openedition.org/edc/116> ; DOI : <https://doi.org/10.4000/edc.116>

---

Ce document a été généré automatiquement le 21 septembre 2020.

© Tous droits réservés

---

# Introduction

*Introduction*

**Bruno Raoul**

---

- 1 Le dossier de ce numéro d'Études de communication se veut contribuer à approfondir la problématique du développement des territoires telle qu'on peut aujourd'hui l'approcher, en privilégiant une approche centrée sur des questions de communication et de médiation. En d'autres termes, il s'agit principalement de développer la réflexion sur les discours, les dynamiques et les enjeux des politiques et des pratiques de communication qui encadrent et accompagnent le développement des territoires.
- 2 À la source de ce dossier, quelques constats et quelques questions. Outre de noter l'évolution sémantique des textes relatifs à la politique nationale d'aménagement du territoire qui, au cours des années 90, ont intégré, dans leur intitulé même, le terme de développement, on peut observer que de nouvelles modalités de gestion de l'aménagement et du développement des territoires ont été mises en œuvre, les politiques contractuelles et les pratiques de « projet » constituant un nouveau mode de médiation entre les décideurs et les acteurs de terrain, une nouvelle forme de mobilisation et d'implication de ces derniers. D'autre part, la déclinaison au pluriel ici soulignée, et bien souvent relevée par ailleurs, est le signe que derrière chaque territoire, se profile une identité politique, sociale et culturelle singulière, elle témoigne, par-delà la décentralisation politico-institutionnelle, de la montée en reconnaissance du territoire comme espace vécu et significatif.
- 3 Quelques séries d'interrogations structurent, globalement, la réflexion : à propos des concepts, des notions, des discours ; à propos des acteurs ; à propos des modes de penser et d'agir qui guident la pratique du développement territorial. Quelle est la portée et le sens de notions comme territoire, développement (local), Grand Projet de Ville, participation des habitants, marketing territorial, pour ne citer que quelques unes de celles qui jalonnent aujourd'hui les discours relatifs à l'aménagement et au développement des territoires ? Quelles pratiques sous-tendent-elles ? Pour quels objectifs ? Qu'en est-il plus précisément des changements par rapport à des pratiques antérieures ? Quelles procédures de médiation et de communication sont à l'œuvre ? Quels en sont les principaux protagonistes ? Quels en sont les enjeux ? En quoi ces

nouvelles pratiques sont-elles porteuses d'identité et, en ce sens, en quoi contribuent-elles à « produire », à « façonner » un territoire ? De manière incidente, la réflexion s'ouvre sur une approche de la communication entendue comme médiation entre espace et territoire, manière d'échapper à une conception fonctionnaliste du territoire. En effet, la perspective du dossier est aussi de montrer en quoi le territoire, comme concept et comme terrain, cristallise des rapports de force et des rapports de pouvoir, sachant qu'au cœur de cette problématique, la communication est centrale si l'on veut bien entendre qu'au-delà d'être une affaire de mots, elle est affaire de représentations, de stratégies, de technologies, de pratiques et affaire d'enjeux, tant dans le domaine du politique, de l'économique, du culturel et du social d'une manière plus large.

- 4 Dans le premier article de ce dossier, nous proposons une mise en perspective généalogique de la problématique en rappelant la signification des notions centrales selon les contextes, selon les périodes, et donc en identifiant les glissements sémantiques qui ont pu s'opérer au cours des cinq dernières décennies. L'article cherche à montrer en quoi on peut parler d'une rupture paradigmatique, dans les années 70, dans le mode d'approche du territoire et s'attache à expliquer la trajectoire sémantique de la notion de développement dans son rapport à celle de territoire (donc de développement régional et local). Ce faisant, il s'agit également de pointer comment, de différentes manières, sous différentes formes et à différents niveaux, la question de la communication imprègne la problématique du développement des territoires. Tout au long de notre contribution, nous avons voulu, dans l'optique d'une lecture amont des autres contributions, proposer quelques repères pour mieux apprécier, mieux cerner en quoi, aujourd'hui, il y a changements par rapport à des politiques et des pratiques antérieures.
- 5 En filigrane, la réflexion menée dans le deuxième article, « Grands Projets de Ville : un lieu de production symbolique du territoire », vient conforter et prolonger certains éléments de la précédente. Stefan Bratosin nous y explique comment, ces quelques dernières années, la perspective d'œuvrer à la cohésion de la ville et de susciter une appartenance à une territorialité commune façonne de plus en plus la politique de la ville – ce qui se repère notamment dans les GPV – alors qu'avec les dispositifs antérieurs, il s'agissait de travailler à l'aménagement des territoires en difficulté pour les sortir d'une symbolique dévalorisante. En d'autres termes, et c'est là le fil rouge de l'article, il y a eu, explique S. Bratosin, passage de la référence au symbolique à la production du symbolique, une production du symbolique qui opère tant par le « texte » (du contrat) qu'à travers les modalités d'approche et de prise en compte de questions relatives à la vie quotidienne (revitalisation économique, citoyenneté, présence et qualité des services publics...). Ainsi, au-delà d'être une affaire de financements, le GPV apparaît comme un dispositif travaillant à la médiation symbolique entre l'espace (tel qu'il est conçu et aménagé) et le territoire (tel qu'il est perçu et vécu).
- 6 Les deux contributions qui suivent nous amènent sur le « terrain » de la culture dans le territoire. La première d'entre elles restitue l'intervention de Michel David, directeur général du service Ville renouvelée et culture de la ville de Roubaix (Nord), lors de l'ouverture du colloque « Espaces et territoires : du public à l'habitant » (organisé conjointement par Gérico – Université Lille 3 et C2SO – ENS Lyon) qui s'est tenu dans cette même ville en juin 2002. Ce texte apporte un éclairage sur la problématique du dossier à un double titre : en tant qu'il rend compte du point de vue, de l'analyse et du

positionnement d'une collectivité territoriale confrontée à une crise économique, urbaine, sociale ; en tant qu'il montre comment, historiquement, se sont cristallisées des tensions spécifiques dans la ville, puis comment, ces dernières années, des réponses ont été progressivement pensées et élaborées, et qu'il explicite ainsi le contexte dans lequel il convient de comprendre l'émergence de la politique culturelle de cette collectivité locale. Une phrase témoigne à elle seule des raisons et des enjeux de ce positionnement : « Quand le travail n'est plus, qui fait le lien social ? Voilà la question posée à la politique culturelle de la ville ». Trois enjeux majeurs sont alors pointés : un devoir de mémoire (collective) et de recomposition d'identité ; une réflexion sur la réalité de la mixité sociale et culturelle dans la ville ; dans un contexte de « retour de l'expression religieuse », comment penser la réarticulation entre laïcité et fait religieux ? On mesurera toute la portée de ce dernier enjeu, à gérer aussi et surtout au niveau local, à l'heure où la question se trouve, une nouvelle fois, sous les feux de la rampe médiatique.

- 7 L'analyse et le positionnement évoqués par M. David ne sont pas sans trouver résonance dans l'article de Michèle Gellereau. Car d'identité culturelle dans un territoire frappé par la crise, il en est aussi question ici. À partir d'un terrain d'étude pas très éloigné, géographiquement, de Roubaix, le Bassin Minier dans le Nord/Pas-de-Calais, Michèle Gellereau ouvre la réflexion sur la manière dont les acteurs locaux (et des habitants) sont amenés à se penser en nous et se différencier d'avec les autres. Il s'agit ici de saisir en quoi des stratégies de dénomination des nouvelles entités intercommunales ou des actions de développement culturel ou de valorisation du patrimoine, et en quoi des politiques et des pratiques de mobilisation d'acteurs et de participation des habitants se veulent « productrices » d'un sentiment d'appartenance à un lieu, à un espace, « productrices » de territoire. Mais le territoire ne saurait s'entendre à cette seule aune intentionnelle : le territoire, comme espace vécu, prend sens à partir de récits de vie, de subjectivités, de territorialités individuelles. Ainsi, nous explique M. Gellereau, l'imaginaire du lieu dépasse-t-il l'espace de vie tel qu'il est circonscrit géographiquement, l'identité culturelle ne trouve toutes ses ressources dans des limites territoriales. La territorialité peut ici s'entendre comme médiation symbolique des relations qu'entretiennent les hommes et la société à l'espace, elle renvoie aux repères mentaux par lesquels chaque individu pense et intériorise son rapport à l'espace qu'il vit et qu'il pratique et donc au sens qu'il lui donne.
- 8 En explorant plus particulièrement certaines pratiques à l'œuvre en matière de « démocratie locale », Alain Girod nous invite à revisiter la question de l'espace public (en tant qu'espace politique) à partir d'une réflexion centrée sur la thématique de la « proximité ». Derrière cette notion telle qu'elle se trouve aujourd'hui institutionnalisée, A. Girod discerne le risque d'une focalisation du champ d'intervention des citoyens sur des questions limitées géographiquement au quartier et temporellement au quotidien. En d'autres termes, sous couvert d'un « souci louable de rapprocher les représentants des représentés », un écueil guette, nous dit A. Girod, celui d'une dissolution du politique dans le géographique. Sur la base d'une analyse de supports de communication de la ville de Villeurbanne (et dans une moindre mesure de la Communauté Urbaine de Lyon), il en arrive à l'hypothèse de l'émergence d'une nouvelle dimension de la communication publique locale, « la communication de proximité », par laquelle la « parole privée » (celle des « habitants ordinaires », plus précisément de ceux « qui portent une parole positive ») serait élevée en « parole publique », non pour elle-même mais comme effet en miroir de l'action des institutions

politiques locales. La réponse qu'il apporte à la question conductrice de son article – « la 'proximité' n'a-t-elle pas notamment comme effet pervers une fragmentation de plus en plus poussée de l'espace public » ? – laisse peu de place au doute.

- 9 Avec les deux contributions suivantes, le dossier s'ouvre, en somme, sur la problématique du développement des territoires à l'épreuve des technologies de l'information et de la communication. Dans la première, centrée sur les stratégies d'acteurs, Philippe Bouquillion et Isabelle Pailliar se livrent, à partir d'un travail de recherche portant sur le schéma de services collectifs dans le domaine de l'information et de la communication et sur les politiques menées par certaines Régions dans le domaine des technologies de l'information et de la communication, à une analyse des rapports politiques qu'entretiennent les collectivités territoriales et l'État. Outre de pointer la persistance dans les politiques publiques d'une conception déterministe du rapport technique/société (tout en observant, toutefois, une certaine inflexion dans les discours de responsables régionaux), P. Bouquillion et I. Pailliar notent un certain paradoxe, à savoir que, alors même que les procédures d'aller-retour entre l'État et les Régions relèvent d'une démarche innovante à l'origine, les schémas « sont devenus des outils de diffusion en région d'une pensée de l'État », mais d'un État « protecteur, correcteur des inégalités territoriales, formateur des usagers, animateur... ». Pour autant, poursuivent les deux auteurs, si émergence d'un pouvoir régional il y a dans le domaine des TIC, cela tient d'une capacité d'expertise dont se dotent les collectivités territoriales, tout particulièrement les Régions qui peuvent alors se mettre en position de centralité, de « centre de pouvoir et de référence » par rapport aux niveaux infra-régionaux. Mais il s'agit d'un processus, lent et ambigu, qui n'en témoigne pas moins d'une ouverture vers une approche plus sociale de ces technologies.
- 10 Le point de vue qu'expose Michel Briand, dans la seconde contribution, vient en étai de cette analyse. Cet élu local, un des initiateurs et responsables de politiques et actions de développement des TIC en Bretagne et dans le « pays » de Brest, témoigne ici des raisons et des enjeux d'une implication politique locale dans un tel dossier. Il nous explique comment des acteurs locaux et régionaux se sont saisis de la question de l'insertion sociale des TIC dans le territoire (même s'il reconnaît qu'il s'agit d'un processus complexe, « difficile à appréhender par les dirigeants »), notamment quand le marché s'est révélé défaillant. Au-delà d'une problématique d'infrastructure et d'accès au réseau (dans le cas plus précis présenté, un syndicat mixte se positionne comme intermédiaire dans l'offre de services), c'est en termes d'accompagnement dans l'usage et d'accompagnement dans la production d'écrits sur le réseau internet et en termes de dynamisation d'un réseau d'échanges et de coopération que cet élu nous rend compte d'une expérience de développement des TIC dans un territoire. Ici, l'acteur politique local, en intervenant dans le domaine des TIC, entend encourager et favoriser la prise de parole sur le réseau. Et en la matière comme en d'autres, la pratique ne se décrète pas : « la vraie difficulté réside dans l'accompagnement de l'envie d'écrire, de publier ». En d'autres termes, le droit à l'expression ne peut se suffire d'un accès facilité à la technologie. Les enjeux sont d'une autre teneur. En somme, comment penser et impulser la « communication sociale » à partir du niveau local ?
- 11 Dans la dernière contribution de ce dossier, Thomas Lamarche nous montre comment (et combien) le développement des territoires peut être toujours aux prises avec l'économisme. S'intéressant d'abord au territoire national, il met en avant la thèse

d'une « déréglementation du territoire », celle-ci tenant à l'emprise d'une pensée orientée marketing : le territoire est, selon les tenants d'une telle conception, une offre comme une autre. Sous le prisme d'une logique d'attractivité qui se décline également au niveau infranational, les territoires se livrent, nous dit T. Lamarche, à une rivalité entre eux selon trois modèles différents (mais non exclusifs l'un de l'autre) de valorisation de leur potentiel : l'image, le prix, les compétences. Le dernier de ces modèles permet à l'auteur, toutefois, de faire retour sur la thématique du « développement endogène ». À une époque où la question du territoire s'ouvre de plus en plus à une perspective anthropologique et culturelle, une époque où le territoire prend son sens comme « espace vécu » restitué en tant que production (construction) historique, il n'est pas inutile de cerner en quoi il peut être aussi la traduction d'un nouvel « espace conçu » (pour reprendre l'expression du philosophe et sociologue Henri Lefebvre) élaboré par une stratégie politique et/ou marketing à l'intention particulière des grands acteurs de l'économie mondialisée.

- 12 Dans ce dossier, la question du développement des territoires est donc envisagée sous différentes dimensions, elle est approchée à partir de différentes perspectives – historique, culturelle, symbolique, politique, économique, sociale (dans un sens très large) en définitive –, mais en privilégiant un questionnement en termes de communication et de médiation. Si ce dossier s'entend en complément et en prolongement de débats et discussions déjà tenus par ailleurs, il n'en laisse pas moins également entrevoir des possibilités de transformer d'autres « espaces » de la problématique explorée en « terrains » de recherche tant la « matière » du territoire est riche pour bien d'autres investigations encore.

---

## AUTEUR

### BRUNO RAOUL

Bruno Raoul est maître de conférences en Sciences de l'Information et de la Communication à l'Université de Lille 3 et membre de Gérico. Ses recherches portent essentiellement sur les questions relatives au développement local et régional et aux mutations des territoires, d'une part, et sur l'économie politique des technologies de l'information et de la communication et les modalités d'insertion sociale de ces technologies, d'autre part. Il est co-responsable du DESS « Communication et développement des territoires » (UFR Infocom – Lille 3).